

"ECONOMISER PLUSIEURS MILLIARDS": LE GOUVERNEMENT LANCE LES ASSISES DES FINANCES PUBLIQUES CE LUNDI

Paul Louis avec AFP Le 18/06/2023 à 16:51



Après avoir annoncé une "revue des dépenses publiques", le gouvernement doit détailler ce lundi les coupes budgétaires envisagées à l'occasion des Assises des finances publiques. Objectif: redresser les comptes de la France et accélérer son désendettement.

Bruno Le Maire le martèle: **le "'quoi qu'il en coûte', c'est fini"**. Le ministre de l'Economie qui organise ce lundi les Assises des finances publiques à Bercy aux côtés de la Première ministre, Elisabeth Borne, et du ministre délégué aux Comptes publics, Gabriel Attal, entend faire de ce rendez-vous le point de départ de sa nouvelle feuille de route centrée sur l'accélération du désendettement de la France.

Il faut dire qu'après les dizaines de milliards d'euros déversés pour protéger ménages et entreprises pendant la crise sanitaire puis face à l'inflation sur fond de remontée des taux d'intérêt, la marge de manoeuvre financière de l'Etat s'est considérablement amoindrie.

Pour le reste, François Ecalte, spécialiste des finances publiques, rappelle sur BFM Business qu'il y a eu "beaucoup de revues des dépenses publiques" par le passé "et que cela n'a pas empêché la dépense publique d'augmenter". Sur son site [Fipeco](#), il revient sur l'histoire des revues des dépenses publiques en France, évoquant par exemple "le comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics" en 1946, la "rationalisation des choix budgétaires" en 1968, la "circulaire Rocard" en 1989, la "loi organique relative aux lois de finances" de 2001, la "révision générales des politiques publiques" en 2007, la "modernisation de l'action publique" en 2012... Globalement, "le bilan de ces revues de dépenses en termes d'économies est décevant, hormis les suppressions de postes des années 2007-2012 dans les services de l'Etat", tranche François Ecalte.

SUR LE MÊME SUJET

Dettes publiques: 3 Français sur 4 jugent urgent de la réduire

Pour autant, "ce n'est pas inutile de reparler de temps en temps de l'efficacité des dépenses publiques", estime-t-il. Mais "la revue des dépenses publiques ne peut pas permettre de réaliser des économies budgétaires si cet objectif n'est pas assumé au plus haut niveau politique. Or les révisions des dépenses en France ont presque toujours relegué cet objectif derrière des ambitions plus consensuelles, et certes légitimes, comme l'amélioration des services rendus aux usagers et des conditions de travail des agents".